

Jacques BOURRINET

 Université  
d'Aix-Marseille II

# Les relations commerciales et la stratégie internationale du développement

(Réflexions sur la carence de la troisième session de la CNUCED)



Claude Verdier

La conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, CNUCED, avait, lors de sa première session (Genève, 1964), défini les problèmes essentiels et les possibilités d'action. La seconde session (New Delhi, 1968) avait permis d'enregistrer certains progrès, concernant notamment les bases d'un système généralisé de préférences en faveur des pays en voie de développement et l'esquisse d'une stratégie globale du développement.

Inscrite au début de la Deuxième Décennie des Nations Unies pour le Développement qui fixait comme objectif, dans le cadre d'une stratégie internationale du développement, un taux moyen de croissance annuelle du produit brut des pays en voie de développement d'au moins 6 %, la troisième session de la CNUCED (Santiago du Chili, 13 avril-21 mai 1972) revêtait une importance particulière pour atteindre ce but. Mais la situation commerciale et monétaire internationale du début 1972 constituait, à bien des égards (réforme du système monétaire international, crise des relations commerciales et perspectives de négociations multilatérales dans le cadre du GATT en 1973), un défi qui ne pouvait être relevé que par un ré-examen fondamental des lancinants problèmes des échanges internationaux du Tiers-Monde :

— comment arrêter la contraction persistante de la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial?

— comment assurer le fonctionnement des échanges sur des marchés mondiaux saturés?

— comment éviter les fluctuations des recettes d'exportation des pays en voie de développement?

L'analyse de ces problèmes, dans le contexte économique mondial de 1972, et dans la perspective d'une stratégie internationale du développement, permet de montrer que la communauté internationale devra envisager une révision profonde, non seulement des politiques suivies en matière de commerce mais peut-être même transformer radicalement les cadres des échanges pour apporter une véritable réponse à ces questions d'importance vitale pour les pays en voie de développement. Mais la carence de la troisième session de la CNUCED sur ces sujets prouve que si la communauté internationale a pris conscience du problème mon-

dial du développement, les pays développés sont absorbés par leurs propres difficultés au point de négliger peut-être celles du Tiers-Monde. Ce décalage frappant entre la compréhension du problème du développement et la volonté d'agir pour le résoudre explique les difficultés que suscite la définition de politiques nouvelles en matière de commerce et d'aide au plan mondial.

## LES DIFFICULTÉS LIÉES A LA STRUCTURE DES ÉCHANGES MONDIAUX

Le commerce mondial a connu, au cours des deux dernières décennies, une remarquable expansion : la valeur des exportations mondiales a été, entre 1950 et 1970, multipliée par cinq, passant de 60 à 300 milliards de dollars. Le développement des échanges de biens et de services ne peut être dissocié de l'accroissement de la production, mais, depuis 1950, l'expansion du commerce mondial a toujours nettement dépassé la croissance, même soutenue, de l'activité productive. Selon l'étude de la situation économique dans le monde en 1968 des Nations Unies, la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut réel de 1960 à 1968 a été de 5,2 % dans les régions industrielles, de 4,8 % dans les régions en voie de développement et de 6,7 % dans les économies socialistes tandis que les taux de croissance respectifs des exportations s'élevaient à 8,9, 6,5 et 8,4 % (1).

Cette expansion générale des échanges a été accompagnée de profonds changements dans la structure géographique et la composition par groupes de produits du commerce international : l'accroissement de la part des pays industrialisés et la prédominance des articles manufacturés représentent les deux traits essentiels. La part des articles manufacturés dans le commerce mondial, inférieure à 50 % jusqu'en 1963, dépassait 66 % en 1969 et, au cours des dernières années, les neuf dixièmes de l'accroissement du commerce international sont le résultat de l'expansion des articles manufacturés. A l'inverse, les produits de base qui constituaient encore

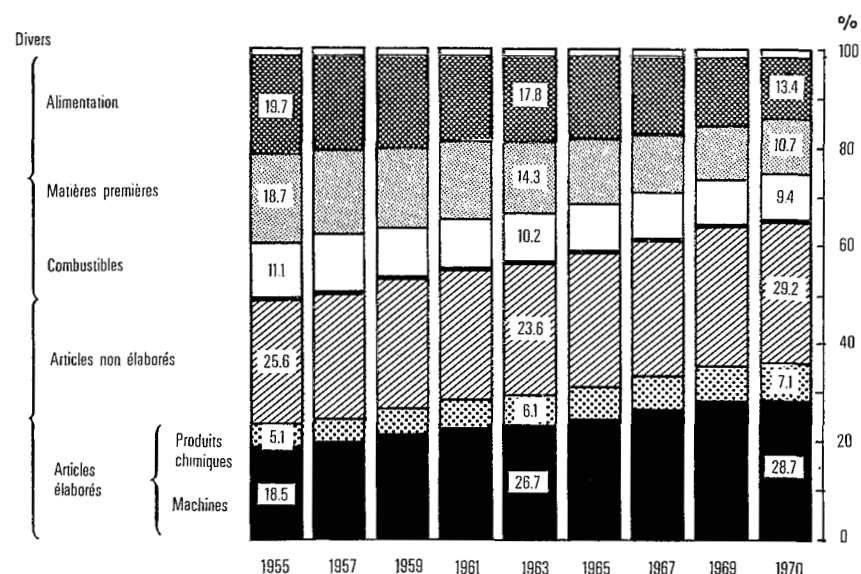
(1) Sur l'évolution générale du commerce international, cf. notre étude, *Les Échanges internationaux* (pays industrialisés), Dossier Thémis, n° 3, Paris, P.U.F., 1971.



50 % des exportations mondiales en 1955 n'en représentent plus que le tiers en 1970; ce recul, phénomène général dans le commerce mondial, est particulièrement net dans les importations des pays développés (cf. graphique 1 et tableau 1).

Pour la plupart des produits de base tropicaux et des matières premières d'origine végétale ou animale, le développement de la consommation dans les pays développés bute sur des obstacles structurels : une demande de faible élasticité, un usage des produits synthétiques remplaçant dans de nombreux cas les produits naturels importés. D'après les études des Nations Unies, sur la base de l'élasticité-revenu de la demande des produits impor-

GRAPHIQUE 1  
Composition par produit du commerce mondial  
Part des exportations mondiales par principales catégories de produits  
Pourcentages



Source : Politiques commerciales et relations économiques internationales. O.C.D.E. Paris 1972, p. 179.

TABLEAU 1  
Composition par produit du Commerce et des principales zones et des principaux pays  
Part en pourcentage et variations en points de pourcentage de trois groupes en produits,  
1960-1970

	1960			1970			Variation de % 1960-1970		
	Produits de base	Produits non élaborés	Produits élaborés	Produits de base	Produits non élaborés	Produits élaborés	Produits de base	Produits non élaborés	Produits élaborés
Par zone <sup>1</sup> :									
Exportations :									
Monde <sup>2</sup> . . . . .	46	27	27	35	29	36	- 11	+ 2	+ 9
Pays développés . . . . .	35	31	34	24	32	44	- 11	+ 1	+ 10
— vers pays développés . . . . .	37	32	31	26	32	42	- 11	0	+ 11
— vers pays en voie de développement . . . . .	25	31	44	21	28	51	- 4	- 3	+ 7
Pays en voie de développement . . . . .	85	13	2	77	19	4	- 8	+ 6	+ 2
— vers pays développés . . . . .	87	12	1	79	19	2	- 8	+ 7	+ 1
— vers pays en voie de développement . . . . .	81	15	4	71	21	8	- 10	+ 6	+ 4
Importations :									
Pays développés . . . . .	49	27	24	36	30	34	- 13	+ 3	+ 10
Pays en voie de développement . . . . .	37	28	35	31	27	42	- 6	- 1	+ 7

Sources: Nations Unies, *Bulletin Mensuel de Statistique*; OCDE, *Statistiques du Commerce Extérieur*.

Note: La classification des produits est conforme à la CTIC (Classification-Type pour le Commerce International) : les produits de base comprennent les produits alimentaires (CTCI 0 et 1), les matières premières (2 et 4) et les combustibles (3); les articles non élaborés comprennent les articles manufacturés élaborés comprennent les produits chimiques (5) et les machines (7). Les articles et les transactions non classés par genre (CTCI 9) et les différentes dues au fait que les chiffres sont arrondis, sont inclus dans les chiffres qui se rapportent aux produits de base.

1. Les exportations mondiales et les exportations et importations des pays en voie de développement sont fondées sur les données préliminaires pour 1970. Les exportations et importations ne comprennent pas celles à destination ou en provenance des pays à économie planifiée.

2. Non compris les pays à économie planifiée.

Référence: *Politique commerciale et relations économiques internationales*, OCDE, Paris, 1972, p. 157.

tés, l'élasticité des articles manufacturés serait plus de deux fois supérieure à celle des matières premières. Il n'est donc pas surprenant de constater pour l'ensemble du commerce mondial que le taux de croissance annuel des exportations d'articles manufacturés, pendant la période 1960-1970, apparaît deux fois plus rapide que celui des exportations de produits de base (cf. tableau 2). De même, les ventes d'articles manufacturés constituent le secteur le plus dynamique des exportations du tiers monde : de 1955 à 1965, les pays en voie de développement ont accru, chaque année, leurs exportations de produits manufacturés d'environ 8 %, celles des produits minéraux de métaux et de combustibles d'environ 7 % et celles de produits agricoles de 3,5 % seulement. Les exportations de produits manufacturés représentent aussi le secteur où les perspectives d'expansion sont les meilleures pour l'avenir. Mais ils ne constituent actuellement qu'un cinquième du total des exportations du Tiers-Monde, les produits de base formant l'essentiel des exportations (plus de 75 % du total en moyenne).

Une telle structure des exportations explique que le taux de croissance des exportations soit sensiblement plus rapide dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement (cf. graphique 2). Elle explique aussi la régression relative des pays en voie de développement (classe économique II dans la nomenclature des Nations Unies) qui réalisaient, en 1950, près du tiers des exportations mondiales totales mais ne représentent plus que 17,6 % de ce même total en 1970 et moins de 12 % si l'on exclut les exportations de pétrole (2).

Le commerce mondial des produits de base n'a pas cependant connu de stagnation au cours des deux dernières décennies (le commerce des produits agricoles aurait progressé de 52 % en valeur entre 1960 et 1970). Mais ces résultats ont été acquis dans des conditions économiques très difficiles : progression très mesurée de la demande, forte protection des marchés nationaux, concurrence faussée sur le marché mondial par l'intervention directe ou indirecte des États, ventes au-dessous des prix pratiqués sur les marchés intérieurs ou même au-dessous des prix de revient, etc.

Il paraît donc difficile d'attendre de l'exportation des produits de base (actuellement 75 % en moyenne des exportations totales du tiers monde) l'accroissement spectaculaire des recettes en devises qu'exige toute stratégie nationale, régionale ou internationale du développement. L'inélasticité de la demande sur un nombre croissant de marchés et le renforcement des protections nationales semblent, au contraire, placer les pays en voie de développement devant des marchés mondiaux saturés; sur de tels marchés les mécanismes du prix n'assurent plus les fonctions traditionnelles de coordination et d'orientation.

(2) Sur la détérioration de la position internationale du Tiers-Monde, cf. J. BOURRINET, *Les Echanges internationaux* (pays en voie de développement), Dossier Thémis, n° 26, Paris, P.U.F., 1972, chapitre I.

TABLEAU 2

Part et taux d'Expansion, Composition, par produit, du commerce mondial en pourcentage, suivant les groupes de produits, 1960-1970

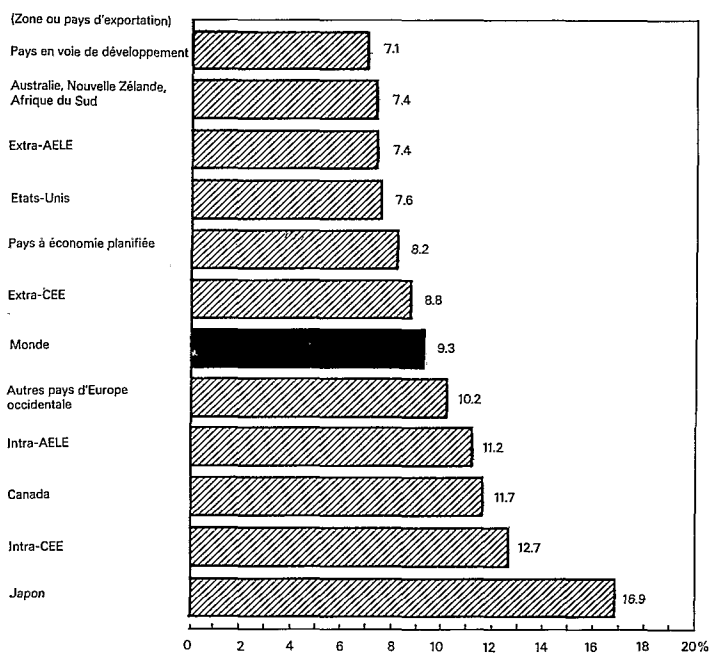
Groupes de produits	1960	1970	Taux de croissance composé par an 1960-1970
Exportations mondiales, total . . . . .	100,0	100,0	9,4
Produits alimentaires . . . . .	17,8	13,4	6,4
Matières premières . . . . .	16,3	10,7	8,9
Combustibles . . . . .	9,9	9,4	5,9
Produits chimiques . . . . .	6,0	7,1	11,3
Machines . . . . .	20,6	28,7	13,1
Autres produits . . . . .	26,9	29,2	10,3
Produits de base (= Produits alimentaires matières premières + combustibles) . . . . .	44,0	33,5	6,5
Produits manufacturés (= Produits chimiques machines + autres articles manufacturés) . . . . .	53,5	65,0	11,6
Articles manufacturés élaborés (= Produits chimiques + machines) . . . . .	26,6	36,3	12,7

Source: Nations Unies, *Bulletin Mensuel de Statistique*.

1. A partir des chiffres préliminaires de 1970.
  2. Le classement des produits est conforme à la CTCL. (Classification-Type pour le Commerce International) : exportations mondiales, total (CTCL 0-9) : produits alimentaires (0 et 1); matières premières (2 et 4); combustibles (3); produits chimiques (5); machines (7); autres articles manufacturés (6 et 8).
- Référence : *Politiques commerciales et relations internationales*, O.C.D.E., Paris, 1972, p. 156.

GRAPHIQUE II

Taux annuel de croissance composé des exportations 1960-70



Source : *Politiques commerciales et relations économiques internationales*, O.C.D.E. Paris 1972, p. 178.

## LES CONTRAINTES DÉCOULANT DE LA SATURATION DES MARCHÉS

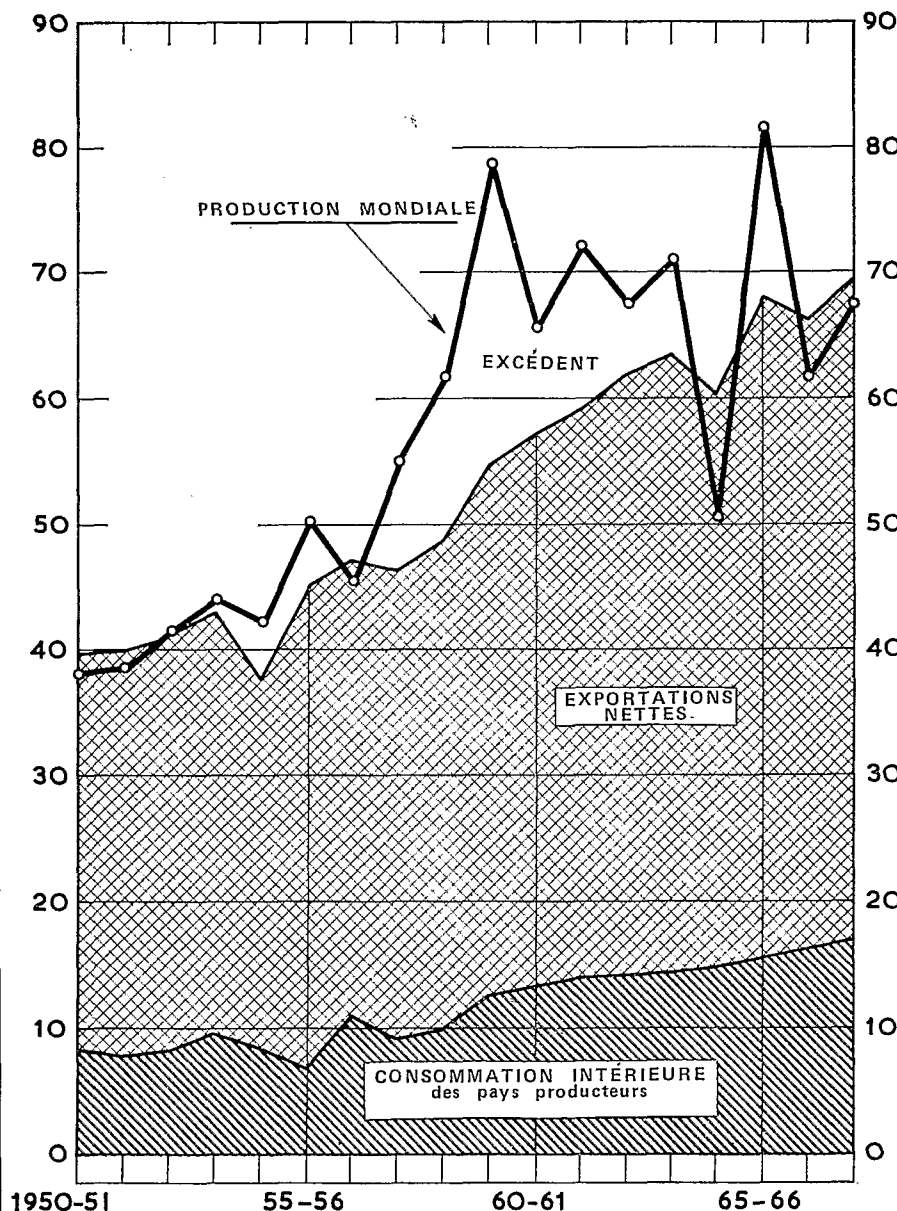
Le rôle du système général des prix a été présenté comme le mécanisme de régulation et d'orientation d'une économie concurrentielle. Le prix réalisé à un moment donné sur un marché local, national ou international résulte de la rencontre de l'offre et de la demande respectivement considérées comme fonction croissante et fonction décroissante de ce prix; les deux courbes se rencontrent en un point unique qui, seul, assure l'égalisation des quantités offertes et des quantités demandées, permettant ainsi d'établir l'équilibre sur le marché. De plus, le système des prix oriente la production et la consommation: les variations de prix et les changements dans les prix relatifs tendant à modifier les quantités offertes, les quantités demandées et, finalement, la répartition des facteurs de production.

Ce « système de signaux qui coordonne et rend cohérentes les décisions des agents économiques » (3) ne peut, cependant, parfaitement assurer l'équilibre et l'orientation car la valeur des signaux n'est pas toujours suffisante et les hypothèses d'atomicité et de fluidité des marchés ne sont pas réalistes. Les mouvements de conjoncture résultent le plus souvent d'une disproportion entre la production et la consommation: le calcul des élasticités de l'offre et de la demande par rapport aux revenus ou aux prix, la mesure des élasticités d'anticipation ou de substitution permettent de connaître la véritable nature des variations de l'offre et de la demande et d'expliquer les écarts entre production disponible sur le marché et possibilités d'achat des biens offerts. L'effet du « time-lag » séparant la décision du producteur de l'apparition du produit sur le marché (graphiquement représenté par le modèle Cobweb) dément les conclusions de l'analyse des classiques pour lesquels le rétablissement automatique de l'équilibre entre offre et demande sur un marché libre rendait impossible une surproduction continue ou générale.

Les déséquilibres cumulatifs ou structurels peuvent être constatés sur nombre de marchés internationaux de produits de base; dans bien des cas en effet l'offre ne cesse de croître plus vite que la demande ou continue même d'augmenter alors que la demande diminue ou stagne. L'étude de la CNUCED sur les produits de base, 1968 (4), montre, parmi de nombreux autres exemples, que, de 1952 à 1968, l'évolution du marché mondial du café est dominée par un mouvement quasi ininterrompu de surproduction (cf. graphique 3). Il convient de souligner, pour ce marché, que l'accroissement important des quantités exportées et les mesures d'organisation du marché (stabilisation des cours, limitation des productions nationales, contingents à l'exportation, contrôle des prix, etc.) inscrites dans l'accord inter-

GRAPHIQUE III

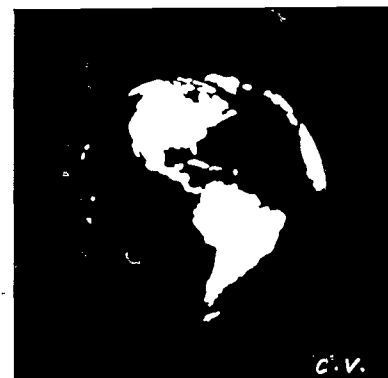
Offre et demande mondiales de café  
(en millions de sacs de 60 kg)



Source : Nations-Unies. Étude sur les produits de base. 1968, p. 30.

national sur le café de 1962 ne permettent pas de faire disparaître le déséquilibre structurel du marché. Ces mesures n'aboutissent qu'à une simple atténuation de ce déséquilibre entre 1962 et 1968. L'excédent mondial, à la fin de la campagne 1967-68 représentait encore plus de dix-huit mois d'approvisionnement et restait très supérieur au niveau des stocks qu'il apparaît souhaitable de conserver pour assurer une offre régulière et suffisante de café sur le marché mondial.

La persistance de tels déséquilibres, fondamentaux et durables, constitue une situation économique spécifique, la situa-



(3) BARRE (R.). — *Économie Politique*, manuel Thémis, Paris, P.U.F., t. 1.

(4) CNUCED, *Étude sur les produits de base*, 1968. Document F. 69, II.D.5.

tion de saturation des marchés ayant pour caractéristiques :

— une offre supérieure ou égale à la demande,

— une demande rigide pour laquelle les élasticités-prix et les élasticités-revenus ne jouent plus ou ne jouent que très faiblement,

— des variations de prix plus que proportionnelles aux variations des quantités offertes, ce qui peut conduire au paradoxe de l'effet King, analysé par les économistes depuis le dix-septième siècle : sur un marché saturé, la valeur globale d'une production peut diminuer malgré l'augmentation des quantités mises en marché.

Les pays exportant sur des marchés saturés n'ont donc aucune certitude de pouvoir maintenir le niveau de leurs recettes en devises, même en accroissant sensiblement les quantités exportées. En effet, dès que l'offre est supérieure à la demande, l'apparition des excédents face à une demande rigide rend indépendants les prix et la demande. Si le seuil de saturation d'un marché international n'est pas fixe (évoluant en fonction de l'accroissement démographique, des rythmes de croissance économique des différents pays, des facteurs climatiques, sociaux ou politiques), il est important de souligner que cette saturation frappe essentiellement les produits primaires en raison de la faible élasticité de la demande de ces biens, de la concurrence des produits de synthèse et de la forte protection dont bénéficient les productions agricoles nationales. Les pays en voie de développement dont les structures économiques sont peu diversifiées et qui exportent essentiellement un ou quelques produits de base voient leur stratégie du développement mise en échec par cette saturation des marchés mondiaux de biens primaires.

La saturation du marché d'un produit ou d'une branche de l'économie représente une étape-palier dans l'évolution des producteurs; seule, en effet, la « réalisation de nouvelles combinaisons productives » au sens schumpéterien du terme permettra le passage d'un marché saturé à un marché nouveau, extensible et prospère. Mais cette flexibilité de l'économie, déjà difficile à réaliser dans les économies développées (problèmes des reconversions), devient souvent impossible lorsque les structures de production ne sont pas assez importantes ou diversifiées pour permettre d'envisager, à court ou moyen terme, un changement dans l'orientation des forces productives (situation présente d'un grand nombre de pays du Tiers-Monde).

A défaut d'une diversification rapide de leurs activités économiques, les pays exportant sur des marchés saturés devront continuer à supporter deux séries de conséquences très dommageables pour leurs économies et leurs plans de développement conçus à l'échelle nationale ou dans le cadre d'une concertation internationale :

— à court terme, les incertitudes sur les débouchés extérieurs compromettent la régularité et le montant des recettes d'exportation en raison des fluctuations de prix, particulièrement fortes, constatées sur des marchés saturés,

TABLEAU 3  
Instabilité à court terme et tendance générale des prix de certains produits primaires, 1960-1970

	Indices d'instabilité <sup>a</sup>		Tendance générale des prix <sup>b</sup>		Exportations des pays en voie de développement (moyenne pour 1967-69)
	1960-64	1965-70	1960-64	1965-70	
	%		%		(millions de dollars)
<b>Groupe 1. Forte instabilité <sup>c</sup></b>					
Sucre . . . . .	35,0	21,8	+ 33,0	+ 13,5	1,523
Cuivre . . . . .	13,3	15,3	+ 9,0	+ 0,7	2,143
Poivre . . . . .	12,7	14,7	- 11,4	+ 4,2	55
Riz . . . . .	5,7	14,6	+ 2,0	+ 1,5	491
Huile de palme . . . . .	3,5	14,3	+ 0,5	- 3,5	107
Cacao . . . . .	8,6	13,1	- 1,9	+ 14,2	668
Tungstène . . . . .	22,5	12,5	- 10,3	+ 17,8	33
Plomb métal . . . . .	17,3	12,4	+ 8,9	- 0,1	58
Bananes . . . . .	12,9	12,0	- 1,0	- 0,3	474
Caoutchouc . . . . .	7,4	10,6	- 10,9	- 2,8	981
Coprah . . . . .	8,7	10,4	- 0,1	- 0,7	207
<b>Groupe 2. Instabilité modérée <sup>d</sup></b>					
Café . . . . .	9,2	9,6	+ 5,8	+ 3,3	2,292
Huile d'arachide . . . . .	9,4	9,0	- 2,7	+ 3,2	104
Amande de palme . . . . .	—	8,9	+ 3,0	- 0,9	59
Huile de coprah . . . . .	9,7	8,9	+ 0,7	+ 2,1	125
Arachides . . . . .	6,7	8,9	- 2,6	+ 2,2	212
Sisal . . . . .	12,3	8,0	+ 13,9	- 9,2	63
Thé . . . . .	7,9	7,8	1,6	- 4,5	520
Étain . . . . .	8,6	7,3	+ 10,5	- 1,4	405

Source : CNUCED, Monthly Commodity Price Bulletin, FAO, Rapport et perspectives sur les produits; statistiques nationales du commerce.

a) Écart moyen en pourcentage des prix mensuels par rapport à la tendance linéaire.

b) Tendance linéaire calculée sur la base des moyennes mensuelles.

c) Produits dont l'indice d'instabilité dépasse 10 % pour la période 1965-1970.

d) Produits dont l'indice d'instabilité est compris entre 7 et 10 % pour la période 1965-1970.

Document CNUCED T D 127, février 1972, p. 5.

— à plus long terme, un pays exportant principalement sur des marchés saturés et important des biens dont la demande est fortement élastique (articles manufacturés, biens d'équipement) ne peut qu'enregistrer une détérioration souvent sensible de ses termes d'échange.

Au total, les recettes en devises des pays exportant sur des marchés saturés se trouvent sous une menace permanente d'instabilité et d'insécurité; une stratégie internationale du développement devrait s'attacher, en priorité, à supprimer un tel blocage.

#### LES ALÉAS DES RECETTES D'EXPORTATION POUR LE TIERS-MONDE

A travers l'évolution des prix sur les marchés mondiaux et les variations des prix relatifs des différentes catégories de biens échangés, trois séries de menaces

planent sur les recettes des pays exportateurs de produits primaires : des fluctuations excessives des prix dans le court terme, des tendances séculaires à la baisse pour certains prix des produits exportés, enfin une détérioration des termes des échanges.

#### A) Fluctuations des prix à court terme

Les fluctuations particulièrement importantes de prix auxquelles sont soumis les marchés mondiaux de nombreux produits primaires dans le court terme reflètent l'interaction complexe de facteurs temporaires ou aléatoires et de mouvements saisonniers et cycliques concernant la production et la demande sur les principaux marchés de consommation. Le tableau 3 montre que ce phénomène concerne les produits alimentaires comme les matières premières.

Entre les produits caractérisés par une tendance en hausse et ceux pour lesquels la tendance est soit statique, soit en baisse,

TABLEAU 4

Prix de certains produits alimentaires et matières premières agricoles en 1970 et dans les premiers mois de 1971

Pro- duit <sup>a</sup>	Monnaie et unité considérée	An- née	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tem- bre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre	Moyen- ne men- suelle	Variation de 1969 à 1970 (moyenne) mensuelle)
Blé	dollar/ 60 livres	1970	1,42	1,42	1,42	1,42	1,42	1,42								
		1971	1,73	1,73	1,71											
Maïs	dollar/tonne	1970	63,0	64,7	64,6	65,2	67,3	67,6	1,43	1,47	1,53	1,60	1,66	1,72	1,49	- 6
		1971	74,6	73,3	71,4	69,0			68,4	72,0	75,8	73,2	72,3	73,5	69,0	+ 14
Riz	dollar/tonne	1970	154	150	139	139	139	142								
		1971	138	118					144	146	140	145	140	138	143	- 23
Sucre	cents/livre	1970	3,06	3,15	3,38	3,57	3,61	3,69								
		1971	4,72	4,82	4,69	4,56			3,82	3,81	3,87	3,93	4,09	4,11	3,67	+ 15
Café	cents/livre	1970	49,0	48,7	49,2	50,4	51,1	50,9								
		1971	49,0	47,0	45,1	44,3			51,7	52,0	52,0	51,9	50,2	48,9	50,5	+ 30
Cacao	cents/livre	1970	33,9	30,7	30,4	29,8	27,3	26,7								
		1971	27,2	25,5	24,5	24,8			28,9	33,5	33,9	32,1	30,4	29,5	30,6	- 25
Laine	cents/livre	1970	93	93	90	91	91	88								
		1971	74	74	74	74			88	85	79	74	78	76	86	- 13
Sisal	dollar/tonne	1970	173	161	150	154	154	154								
		1971	163	166	168	173			151	149	141	139	143	155	152	- 12
Caout- chouc	cents/livre	1970	22,9	21,8	20,1	19,1	18,9	18,7								
		1971	16,0	15,1	15,3	16,2			17,4	16,9	16,6	15,8	17,0	16,8	18,5	- 19

a) Spécifications: Coton: E.U. Memphis Territory S.M. 1-1 16"; Laine: 64's Dominion, produit lavé, c.a.f. Royaume-Uni; Jute: Pakistan brut P.W.D., f.o.b. Chittagong-Chalna; Sisal: East African, U.G., c.a.f. Londres; Abaca: Philippines, Manille Non-Davao JK, c.a.f. ports européens; Caoutchouc: Singa-pour No 1 RSS f.o.b., en balles.

Source: CNUCED Conseil du Commerce et du développement TD.B.C 1.109, p. 37 et 39.

on trouve des produits primaires importants pour le commerce d'exportation des pays en voie de développement dont les prix sont caractérisés par une instabilité à court terme sans tendance bien définie en hausse ou en baisse. Mais, dans tous les cas, un risque permanent pèse sur les recettes d'exportation des produits de base; le tableau 4 reprend quelques exemples de ces fluctuations pour 1970 et le début de 1971.

## B) Tendances séculaires à la baisse de certains prix

Toute mesure globale de la tendance des prix doit être utilisée avec prudence car elle recouvre d'importantes différences selon les produits ou groupes de produits. Cependant, depuis l'essor des prix des produits de base consécutif à la guerre de Corée au début des années 1950, les prix des produits primaires exportés par les pays en voie de développement ont eu tendance à fléchir. Cette tendance a été plus marquée pour deux grands groupes de produits : les produits agricoles naturels qui se heurtent à la concurrence croissante des matières synthétiques, les denrées alimentaires dont la demande s'accroît souvent lentement et qui tendent à être constamment excédentaires sur le marché mondial.

Selon l'étude du secrétariat de la CNUCED (5), au cours des années 1960, la valeur unitaire des exportations des pays en voie de développement portant sur les produits agricoles naturels concurrencés par les matières synthétiques a diminué, en moyenne, d'environ 3 % par

(5) Problèmes et politique des produits de base. TD 127, février 1972.

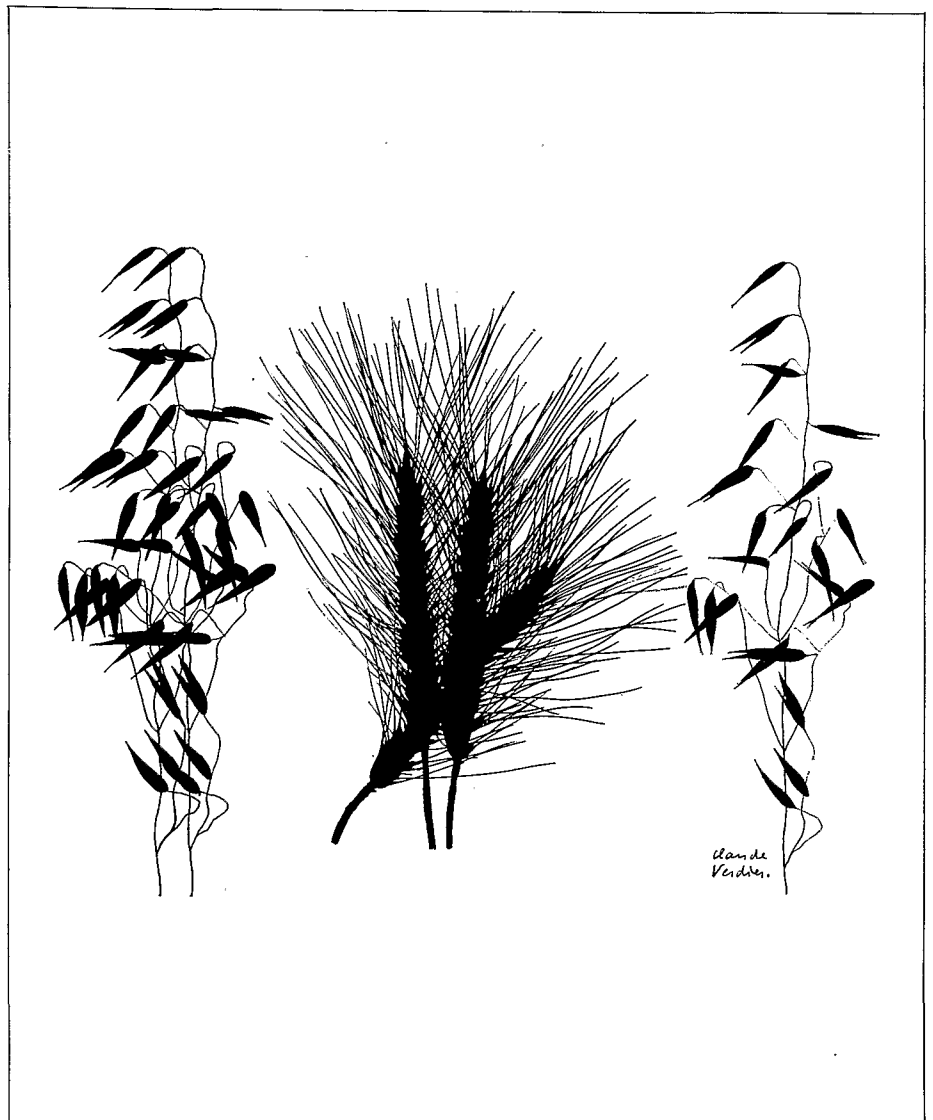


TABLEAU 5

## Variation des recettes d'exportation de certains pays en voie de développement \*, 1965-1968

	Valeur des exportations		Variation par rapport à l'année la ou à période correspondante de l'année précédente			
	1966	1967	1965	1966	1967	1 <sup>er</sup> semestre 1968
	(Millions de dollars)		(Pourcentage)			
<i>Produits manufacturés :</i>						
République de Corée . . . . .	250	320	43	43	28	45
Israël . . . . .	503	555	16	17	10	14
<i>Combustibles :</i>						
Iran . . . . .	1 309	1 930	4	1	47	..
Libye . . . . .	995	1 178	29	25	18	82
Trinité-et-Tobago . . . . .	429	438	0	6	2	5
Koweït . . . . .	1 304	1 313	2	5	1	-2
<i>Minerais et métaux :</i>						
Bolivie . . . . .	126	148	18	15	17	6
<i>Matières premières agricoles :</i>						
Pakistan . . . . .	601	645	7	14	7	19
Soudan . . . . .	203	214	-1	4	5	..
Malaisie . . . . .	1 256	1 216	12	2	-3	3
République-Unie de Tanzanie <sup>a</sup> . . . . .	235	222	-11	34	-6	..
République arabe unie . . . . .	605	566	12	0	-6	..
Syrie . . . . .	173	155	-4	2	-10	14
Uruguay . . . . .	186	159	7	-3	-15	-20
<i>Produits alimentaires et boissons tropicaux :</i>						
Ghana <sup>a</sup> . . . . .	244	283	0	-6	16	26
République Dominicaine . . . . .	137	157	-30	9	15	4
Costa Rica . . . . .	136	148	-1	21	9	..
El Salvador . . . . .	192	207	6	2	8	..
Panama . . . . .	89	91	13	13	2	9
Colombie . . . . .	510	510	-2	-5	0	9
Ouganda . . . . .	188	184	-4	5	-2	..
Ceylan . . . . .	357	348	4	-13	-3	-18
Brésil . . . . .	1 741	1 654	12	9	-5	13
Philippines . . . . .	857	812	4	12	-5	7
Ethiopie . . . . .	111	101	10	-4	-9	2
Haïti . . . . .	35	33	-8	-5	-6	7
Guatemala . . . . .	228	199	12	22	-13	..
Nigéria . . . . .	793	680	25	6	-14	-27
<i>Autres produits alimentaires et tabac :</i>						
Tunisie . . . . .	140	149	-8	17	6	-3
Argentine . . . . .	1 593	1 464	6	7	-8	-19
Birmanie . . . . .	194	124	-6	-13	-36	-25

 Source: FMI, *International Financial Statistics*, novembre 1968.

\* Pays en voie de développement qui tirent du groupe de produits indiqués au moins la moitié de leur recettes d'exportation.

a) A l'exclusion du commerce avec les autres pays d'Afrique orientale, anciennes possessions britanniques.

 Nations Unies, *Étude sur les produits de base 1968*, op. cit., p. 20.

an (soit d'un tiers pour l'ensemble de la décennie). Même en considérant l'augmentation du volume des exportations qui compense ce fléchissement de prix, les recettes d'exportation de ces pays en voie de développement sont demeurées à peu près stagnantes pendant la décennie à travers de fortes variations annuelles.

Pour certains combustibles, minéraux et métaux, l'évolution des années 1960 a été beaucoup plus favorable aux pays exportateurs. Ainsi, entre 1965 et 1968, pendant que les recettes des pays spécialisés dans l'exportation d'articles manufacturés et de combustibles (marchés non saturés) augmentent souvent dans des proportions importantes, les exportateurs de produits alimentaires et de matières brutes, sur des marchés mondiaux souvent saturés, enregistrent des baisses fréquentes et parfois brutales de leurs recettes d'exportation (cf. tableau 5).

Ces tendances divergentes des valeurs unitaires des exportations au cours de la dernière décennie montrent que le problème des prix des exportations des pays en voie de développement dépend du degré de saturation des différents marchés mondiaux.

Dans ces conditions, le problème des prix des produits de base consiste donc, comme le souligne avec force le rapport du Secrétaire général de la CNUCED (6), à déterminer la nature du mécanisme opérationnel à mettre en place pour donner un contenu concret à la doctrine admise dans toutes les enceintes internationales selon laquelle il faut assurer aux produits primaires des prix stables, équitables et rémunérateurs. Sur ce problème primordial, cet objectif, affirmé dès la première session de la CNUCED en 1964, n'a guère dépassé le stade des déclarations de principe. La méthode traditionnelle, fondée sur les négociations produit par produit, n'a pas donné de très bons résultats, à quelques exceptions près (accords internationaux sur le café, le sucre, l'étain, le blé, l'huile d'olive). Et, dans la majorité des cas, comme nous l'avons souligné pour le marché du café, ces accords internationaux par produits ne parviennent pas à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande mondiale sur longue période.

Compte tenu de ces difficultés, la diversification horizontale pour les pays dont les recettes sont concentrées sur un petit nombre de produits et la diversification verticale (exportations d'articles manufacturés) pour l'ensemble du Tiers-Monde apparaissent donc comme des impératifs, d'autant que ces articles manufacturés ont déjà constitué le secteur le plus dynamique des exportations pendant les deux dernières décennies (cf. tableau 6) et doivent prendre une importance croissante pendant les années 1970. Sans prétendre à une évaluation exacte, les projections pour la décennie 1970 montrent très nettement que le déclin des produits de base dans le commerce mondial devrait s'accroître : on constaterait la même diversité d'évolution entre les principaux groupes de produits d'exportation que celle enregistrée au cours des années 1960, le taux d'accrois-

(6) La stratégie internationale du développement en action. Nations Unies, TD 99.

TABLEAU 6

**Valeur des exportations des pays en voie de développement par principaux groupes de produits**

(Variations annuelles en pourcentage)

	Produits alimentaires et matières brutes	Combustibles	Produits manufacturés
1953-1955 à 1963-1965 . . . . .	2.6	7.1	8.6
1958-1960 à 1963-1965 . . . . .	3.9	7.0	12.5
1964 à 1965 . . . . .	3.2	6.4	13.2
1965 à 1966 . . . . .	4.2	6.5	16.3
1966 à 1967 . . . . .	(- 2.2)	(9.7)	(9.8)

Source: Nations Unies. Étude sur les produits de base, 1968, op. cit., p. 1.

sement du volume des exportations des produits agricoles risquant même d'être un peu plus faible que pendant la décennie 1960 si les politiques actuelles sont maintenues sans changement. Sur des taux de croissance annuels moyens des exportations totales de l'ensemble des pays en voie de développement estimés, entre 1970 et 1980, à 8 % environ, ce sont les exportations d'articles manufacturés qui devraient augmenter le plus rapidement (de 9,9 à 11,3 % par an), puis celles de pétrole (de 9,8 à 10,4 % par an), alors que les exportations des autres produits de base ne devraient, dans l'ensemble, augmenter que de 3 à 4 % environ. Ces évolutions entraîneraient des transformations sensibles dans la structure des exportations des pays en voie de développement au cours de la seconde décennie pour le développement (cf. tableau 7).

**C) La détérioration des termes des échanges**

On sait que les termes de l'échange donnent la relation entre l'indice des prix moyens à l'exportation et l'indice des prix moyens à l'importation par rapport à une période de base. Les méthodes de calcul de cet indice soulèvent de sérieuses difficultés méthodologiques tenant notamment à l'interprétation des indices globaux et aux inconvénients d'une comparaison dans le temps basée sur la seule évolution des prix (7). Il n'en demeure pas moins évident qu'un accroissement relatif des prix des exportations par rapport aux prix

(7) Cf. sur ce point notre étude : L'évolution des termes de l'échange, in *Les Échanges internationaux* (pays en voie de développement), Op. ci. p. 21-30.

TABLEAU 7

**Pays en voie de développement : répartition des exportations par principaux groupes de produits**

(En pourcentage des exportations totales)

Groupe de produits	1960	1969	1980	
			Variante 1	Variante 2
Produits alimentaires . . . . .	34	26	15	16
Matières premières agricoles . . . . .	18	14	10	10
Minéraux et métaux (combustibles non compris) . . . . .	12	10	7	6
Articles manufacturés . . . . .	9	12	17	21
Combustibles . . . . .	27	38	51	47
Total . . . . .	100	100	100	100

Sources: Perspectives commerciales et besoins en capitaux des pays en voie de développement. Nations Unies, Document F. 72.11.D.12. p. 24.

des importations conduit à une augmentation des disponibilités nationales en devises étrangères; mais les pays en voie de développement ont peu de chances de connaître une telle hypothèse favorable si leurs marchés d'exportation sont saturés alors que leurs besoins d'importations en biens d'équipements et articles manufacturés, voire même en produits agricoles, s'accroissent sensiblement avec le processus de développement économique. C'est une pénurie de devises et une baisse du pouvoir d'achat des exportations qui seront enregistrées.

Telle semble bien être la tendance dominante pour les pays du Tiers-Monde au cours de la dernière décennie : selon les études récentes du secrétariat de la CNUCED (8), sur un échantillon de 87 pays en voie de développement, les prix moyens à l'exportation auraient, entre 1960 et 1970, stagné pour 41 pays et même sensiblement baissé pour 11 pays. En revanche, les prix des produits d'importation, notamment des biens d'équipement et autres articles manufacturés, achetés par ces mêmes pays en voie de développement, auraient connu, au cours des années 1960, une progression régulière d'environ 1 % par an. En 1969-70, les prix des importations du Tiers-Monde auraient donc été de 11 à 14 % plus élevés en moyenne qu'en 1959-60. Il faut ajouter que les modifications des parités de certaines monnaies, intervenues fin 1971, se sont traduites par une augmentation équivalente du coût unitaire des importations en provenance des pays développés dont la monnaie avait été réévaluée par rapport au dollar.

Au total, entre 1960 et 1970, une dégradation sensible des termes de l'échange serait constatée dans 49 pays en voie de développement et le taux moyen de dégradation aurait même dépassé 1 % par an pour 22 d'entre eux.

Même si les effets défavorables du fléchissement des prix sur les recettes d'exportation ont été, dans la plupart des cas, plus que compensés par l'augmentation du volume de ces exportations, il convient de souligner que la dégradation des termes de l'échange a représenté pour les pays en voie de développement une perte économique réelle puisqu'elle s'est traduite par un transfert de ressources des pays pauvres vers les pays développés. Parmi les pays qui ont subi la perte relative la plus importante, la plupart sont étroitement tributaires de produits de base pour lesquels les marchés mondiaux sont saturés et dont les prix ont, en conséquence, souvent connu une baisse importante pendant la dernière décennie.

Les recettes d'exportation des pays en voie de développement qui devraient constituer des bases importantes de leur croissance économique sont donc compromises par les fluctuations excessives des prix dans le court terme, par les tendances fréquentes à la baisse des produits primaires ainsi que par la dégradation des termes de l'échange. La mise en action d'une stratégie internationale du développement devrait donc, en priorité, pallier

(8) Voir notamment les documents TD 127 et TD 128.

ces dangers, limiter les risques de saturation des marchés mondiaux pour assurer au Tiers-Monde les débouchés et les ressources extérieures indispensables à son développement économique.

Sur tous ces points, le rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la troisième session de la conférence avait clairement souligné la priorité qu'il convenait d'accorder à ces problèmes et montré en particulier l'urgence de définir des mécanismes opérationnels réclamés dès la première session de la conférence en 1964 par les pays pauvres pour réorienter certains courants des échanges internationaux. C'est donc dans ce contexte qu'il convient d'apprécier les travaux de la troisième session de la CNUCED pour mesurer la gravité de la carence enregistrée et par voie de conséquence « l'immense déception » des pays pauvres (9).

### LES RÉSULTATS DE LA SESSION DE SANTIAGO DU CHILI

Un bilan sommaire de la troisième session de la CNUCED permet de dégager pour les échanges internationaux un certain nombre de résultats positifs; parmi eux, les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, les progrès enregistrés dans des domaines d'activité nouveaux de la conférence (transfert de techniques, pratiques commerciales restrictives), la décision d'associer les pays du Tiers-Monde au niveau international à la discussion de tous les problèmes présentant pour eux un intérêt vital, en particulier les prochaines négociations commerciales multilatérales prévues dans le cadre du G.A.T.T. en 1973 ne sauraient être sous-estimés.

L'échec est, en revanche, particulièrement net dans les activités traditionnelles de la CNUCED, notamment dans les domaines essentiels du commerce et du financement. Le manque persistant de dynamisme dans la coopération internationale en faveur du développement a dominé l'ensemble des travaux et particulièrement ceux qui tentaient d'améliorer le commerce mondial des produits primaires, revendication prioritaire des pays en voie de développement pour mettre en œuvre la stratégie internationale du développement.

Les carences de cette troisième session de la CNUCED sont clairement résumées dans le rapport adressé au Secrétaire général de l'O.N.U. par le Secrétaire général de la CNUCED; on retiendra, sur un plan général, la formule suivante : « S'il y a eu prise de conscience du problème du développement, il reste encore à la communauté internationale à exprimer cette prise de conscience par de nouvelles politiques commerciales et d'assistance capables de renverser les tendances actuelles avant qu'elles n'entraînent des crises majeures » (10).

(9) Selon la déclaration de M. K. WALDHEIM devant le Conseil économique et social des Nations Unies le 28 juillet 1972.

(10) Nations Unies, document TD 179, p. 3.

Les résultats de la session de Santiago ne dépassent pas, en effet, le niveau des déclarations des principes les plus généraux sur les problèmes des relations commerciales internationales et des politiques commerciales propres à favoriser le développement. Cette absence de résultats concrets est particulièrement grave et significative, compte tenu des structures actuelles du commerce international et de la prépondérance des pays industrialisés. Comme nous l'avons souligné, les produits primaires constituent plus des trois quarts des exportations des pays en voie de développement et l'accroissement de la demande mondiale pour ces produits est relativement lente. A cette lenteur s'oppose le dynamisme de la demande de produits manufacturés modernes d'une haute technicité dont les pays développés sont, le plus souvent, les seuls fournisseurs. Pendant les années soixante le taux de croissance de la demande mondiale des produits primaires n'atteint pas la moitié du taux de croissance global de commerce mondial. La concurrence sévère des matières synthétiques et autres produits de remplacement, comme les fréquentes restrictions d'accès aux marchés dans les pays développés, sembleraient donc exiger une action prioritaire en faveur de la diversification de la structure des exportations. Les pays en voie de développement attendaient effectivement de la CNUCED des décisions concrètes leur permettant d'améliorer les conditions internationales de leurs échanges. Or, exception faite de deux décisions sur les obstacles non tarifaires opposés aux exportations d'articles manufacturés en provenance des pays en voie de développement et sur l'amélioration du système général des préférences (11), la conférence n'a pu dépasser le simple rappel des principes très généraux sans la moindre conséquence concrète. Ainsi la résolution 45 (III) crée un groupe de travail des représentants gouvernementaux de 31 États-membres chargé d'élaborer le texte d'un projet de Charte des droits et devoirs économiques des États concernant le commerce international et les problèmes connexes du développement. De même, la résolution 46 (III) sur les relations commerciales internationales et les politiques commerciales propres à favoriser le développement envisage une division internationale du travail plus rationnelle permettant aux pays en voie de développement de diversifier leur économie et d'élargir pour leurs produits l'accès aux marchés des pays développés.

Au-delà de ces principes généraux, comme à New Delhi en 1968, la troisième session de la CNUCED n'a pu aboutir au moindre accord sur les problèmes concrets les plus urgents du commerce mondial, notamment en ce qui concerne les produits de base : politique des prix, libéralisation du commerce, intervention de stocks régulateurs, financements réguliers de ces stocks, limitation des produits synthétiques concurrençant les produits naturels, etc.

(11) Résolutions 76 III et 77 III.

Ces échecs répétés paraissent aussi graves que significatifs.

\*  
\*\*

Même si l'on admet qu'en raison de la complexité et de la variété des problèmes inscrits à l'ordre du jour, l'importance d'une session de la CNUCED ne se mesure pas d'après les seuls résultats effectivement obtenus en quelques semaines, l'absence de décisions, lors de la session de Santiago du Chili, dans les domaines d'activité traditionnels de la conférence, en particulier sur le problème essentiel du commerce des produits primaires en provenance du Tiers-Monde, prouve que les progrès concernant l'adoption et l'application de mesures commerciales convergentes destinées à promouvoir effectivement le développement économique et social des pays en voie de développement n'ont pas atteint le rythme exigé par l'ampleur et l'urgence du problème crucial de notre temps.

